



Secrétariat :
Taylor Quenet
c/o Office de l'environnement
Chemin du Bel'Oiseau 12, Case postale 69
2882 Saint-Ursanne
t 032 420 4803, taylor.quentet@jura.ch

Présidence :
Pascal Mahon
t 076 249 19 44,
pascal.mahon@unine.ch

Coordination :
Sylvain Rigaud
Service de l'énergie, Rue des Moulins 2
2800 Delémont
t 032 420 53 22, sylvain.rigaud@jura.ch

Procès-verbal

SÉANCE 3 (1/2023)

Date : Lundi 6 février 2023
Lieu : Aula de l'école primaire de Bassecourt
Heure : De 16h45 à 19h30

Présidence et bureau

Pascal Mahon	PMA	CSI, président
Sylvain Rigaud	SRI	SDT/CSI, bureau
Taylor Quenet	TQU	ENV/CSI, bureau
Amelia Vitalba	AVI	SDT/CSI, bureau

Membres ou suppléant.e.s

Christophe Badertscher	CBA	ENV, membre représentant RCJU
Pierre Brulhart	PBR	SDT, membre représentant RCJU
Peter Meier	PME	Geo-Energie Suisse, membre
Olivier Zingg	OZI	Geo-Energie Suisse, membre
Eric Dobler	EDO	Conseil communal de Haute-Sorne, membre
Patrizia Monastra	PMO	Conseil communal de Boécourt, membre
Christophe Wermeille	CWE	Conseil communal de Saulcy, membre
Nicole Lupi	NLU	OFEN, membre
Pierre-Alain Berret	PAB	CCIJ, membre
Marie-Hélène Brandon	MHB	AJPF, membre
Marie-Anne Etter	MAE	WWF Jura, membre
Marc Kury	MKU	AgriJura, membre
Gérard Struchen	GST	Association Géothermie Jura, membre
Denis Jeannerat	DJE	Citoyennes et citoyens de Haute-Sorne, membre
Michel Lando	MLA	Citoyennes et citoyens de Haute-Sorne, membre
Thierry Lombard	TLO	Citoyennes et citoyens de Haute-Sorne, membre
Vincent Seuret	VSE	Citoyennes et citoyens de Haute-Sorne, membre
Alain Girardin	AGI	Citoyennes et citoyens de Haute-Sorne, membre
Massimo Zappala	MZA	Citoyennes et citoyens de Haute-Sorne, membre

Invité.e.s

Manuel Lachat	MLAC	Directeur SiTadeL Sàrl
Roland Paupe	RPA	Directeur Metrix SA

Excusé.e.s

Olivier Chèvre	OCH	Conseil communal de Haute-Sorne, membre
Patrick Riat	PRI	FER-Arcju, membre

Procès-verbal

1. Accueil et approbation de l'ordre du jour

PMA ouvre la troisième séance de la CSI en souhaitant la bienvenue à toutes les personnes prenant part à cette rencontre. MM. Riat et Chèvre sont excusés. Au vu de la nouvelle législature et comme arrêté par le Département de l'environnement le 25 janvier 2023, de nouvelles personnes ont été nommées, à savoir :

- M. Eric Dobler, maire de la commune de Haute-Sorne, en remplacement de M. Jean-Bernard Vallat, ancien maire de la commune de Haute-Sorne
- M. Olivier Chèvre, conseiller communal de la commune de Haute-Sorne, en remplacement de M. Raoul Jaeggi, ancien conseiller communal de la commune de Haute-Sorne
- Mme Patrizia Monastra, conseillère communale de la commune de Boécourt, en remplacement de M. Jacques Favre, ancien conseiller communal de la commune de Boécourt.

De nouveaux suppléants ont également été nommés :

- M. Nicolas Wiser, conseiller communal de la commune de Boécourt, en remplacement de Mme Patrizia Monastra, conseillère communale de la commune de Boécourt
- M. Jean Fernex, collaborateur scientifique à l'Office de l'environnement, suppléant de MM. Christophe Badertscher et Pierre Brulhart, membres de ladite commission.

PMA : L'ordre du jour tel que proposé est adopté à l'unanimité. La séance sera divisée en deux parties, la première portant principalement sur des questions d'organisation interne et la seconde sur des questions de fond, avec, la participation de deux invités qui rejoindront la CSI après la pause pour une première présentation de la procédure à venir d'établissement des preuves.

2. Adoption du procès-verbal de la séance du 19 décembre 2022

PMA : Lors de la précédente séance, il a été convenu de ne pas filmer les séances. La question désormais est de savoir si les procès-verbaux, qui seront publiés sur le site de la CSI, doivent être anonymisés. Aucun souhait n'étant formulé, ils seront diffusés tels quels.

Décisions :

- **Le procès-verbal de la séance du 19 décembre 2022 est approuvé à l'unanimité.**
- **Les procès-verbaux ne feront pas l'objet d'une anonymisation lorsqu'ils seront publiés sur le site de la CSI.**

3. Informations et discussion générale (debriefing) sur le suivi de la séance du 19 décembre 2022

PMA : Cette rubrique, qui permet de revenir et d'échanger sur les éléments de la précédente séance, a été introduite à la demande des membres de la commission. Lors de cette séance, certains points seront repris, notamment la thématique de l'eau. Dans un deuxième temps, la question de la visite du site de forage à Vinzel sera abordée. Y-a-t-il d'autres points que les membres souhaitent aborder ?

VSE : Il est fait part d'un étonnement quant à la parution récente de divers articles dans les journaux concernant les constats de fissures. Ces prises de position auraient dû être discutées en amont en séance de commission avant que cela ne figure dans la presse. De plus, le calendrier mentionnant les thématiques abordées lors des séances de la CSI devrait être mis à jour.

PMA : Des demandes de la population relatives aux protocoles de fissures ont en effet été adressées au canton qui a pris le soin d'y répondre. Dans ce cas de figure, il n'y a pas de nécessité d'en discuter au préalable en commission, la question n'étant pas adressée à la CSI. L'idée est que les thèmes soient traités au sein de la CSI selon l'actualité, toutefois, il est évident que la commission n'a pas de maîtrise sur les interventions médiatiques ou encore celles des opposants au projet.

PMO : S'est retrouvée en porte à faux avec la population de Boécourt car, selon la dernière séance, elle avait compris qu'il n'y aurait pas de travaux réalisés avant l'établissement du protocole de fissures alors que ce n'est pas le cas. Un inconfort est ressenti car le but de la commission est de rassurer la population, mais aussi de transmettre des informations en primeur aux membres.

MLA : A été élu président du Conseil général de Haute-Sorne en ce début d'année et dès la première séance, il a directement été confronté à des questions liées au projet de géothermie. Une résolution orientée principalement sur la communication liée au projet de géothermie par rapport aux habitants de Haute-Sorne a d'ailleurs été déposée par l'ensemble du Conseil général (résolution disponible au lien suivant : <https://www.haute-sorne.ch/Htdocs/Files/v/9750.pdf>).

MLA : Cette résolution, actuellement entre les mains du Conseil communal, sera rediscutée au Conseil général le 27 février prochain. Est-ce que le maire souhaite compléter ces propos ?

EDO : Le but d'une résolution dans le cas présent est que le Conseil général exprime un vœu, une protestation ou un message à l'exécutif. À l'heure actuelle, il n'est pas possible de fournir d'information à ce sujet avant les délibérations du Conseil communal mais le maire informe que des démarches seront faites, après coordination avec le canton, pour discuter d'une communication cohérente et coordonnée.

SRI : Comme il est indiqué dans la convention du 17 juin 2022 signée entre Geo-Energie Suisse AG/Geo-Energie Jura SA et le canton, l'autorité cantonale est chargée d'identifier les propriétaires fonciers de la Zone de réalisation et d'incidence et de l'expédition des documents (établissement des preuves). L'envoi de la proposition de convention était, au moment de la signature, envisagé à fin 2022. Le canton, avec la collaboration des communes, collecte en ce moment ces différentes adresses. Le délai mentionné dans la convention n'a pas été respecté ce qui a provoqué une certaine inquiétude auprès des autorités communales, de la population et des opposants. La procédure est maintenant lancée.

PMA : Toutes les informations sur le calendrier prévu à ce stade seront données au point 7 de l'ordre du jour. Il est également prévu de revenir en détail sur l'établissement des preuves et du protocole de fissures avec, notamment, une proposition de communication après cette séance pour préciser ces divergences de calendrier par rapport à ce qui a été initialement annoncé.

AGI : Il est fait part d'une interrogation par rapport à la venue des journalistes à la séance de mars. Est-ce qu'une personne a un droit de regard avant que ce soit rendu public ?

PMA : Il est généralement possible de demander un droit de regard s'agissant de la presse écrite, mais cela dépend bien entendu du type d'interview, ce n'est en général pas le cas pour les médias audio-visuels.

AGI : Il faut, dans tous les cas, être vigilant à la communication diffusée.

Visite de Vinzel (cf. diapositive n°6)

SRI : Selon les réponses récoltées dans le sondage Doodle, la date du 11 mars a obtenu le plus de participation (*GST et TLO profitent de cet échange pour annoncer leur participation. Quant à AGI, il ne peut pas se prononcer à l'heure actuelle en raison de probables impératifs*). Toutefois, en raison de l'arrêt actuel du forage à Vinzel et du possible déplacement de la foreuse vers un autre site, la date reste prévisionnelle. La suite des travaux ne sera confirmée que deux semaines avant la date de la visite. **Dans tous les cas, la prochaine séance de la CSI, agendée au 14 mars, est maintenue.**

PMA : Plus d'informations seront communiquées aux membres en temps voulu selon les activités sur le site.

Thématique de l'eau

La discussion sur la thématique de l'eau avait fait l'objet, lors de la dernière séance, d'une demande de comparaison entre ce qui sera consommé pour le projet et ce que consomment par exemple des industriels existants.

CBA présente deux slides à ce sujet (cf. PowerPoint annexée au présent procès-verbal) en lien avec les consommations dans la commune de Haute-Sorne.

Question n°1 :

PAB : Est-ce que le chiffre de 100'000 m³ pour la période de stimulation hydraulique entre encore dans une période exploratoire ou alors ce sera lorsque le projet fonctionnera normalement ?

CBA : C'est lors de la phase de développement du réservoir souterrain, ce n'est donc pas directement lié à l'exploitation de la centrale géothermique.

Question n°2 :

PAB : Quelle sera la consommation lorsque le projet fonctionnera ?

OZI : Il est prévu que le projet fonctionne en circuit fermé donc il n'y aura pas une grande consommation d'eau prévue durant la phase d'exploitation. Les grands besoins d'eau seront nécessaires lors de la phase de stimulation.

Question n°3 :

AGI : Combien de temps va durer cette période vu qu'il y a finalement cette phase d'exploration ?

OZI : Environ 6 mois mais c'est la phase d'exploration qui donnera plus de détails sur la stimulation principale, jusque-là cela restera des estimations.

Question n°4 :

AGI : Les premières étapes du projet nécessiteront des besoins en eau de 5'000 m³/an. Sur quelle période ?

CBA : Environ une année en lien avec les travaux de préparation du site, les besoins d'eau seront surtout liés au forage.

OZI : Pour la phase d'exploration, ce sera peut-être 4'000 à 6'000 m³ au total jusqu'en 2025.

Question n°5 :

VSE : D'autres mesures alternatives sont mentionnées en cas de sécheresse, lesquelles ?

CBA : Comme mentionné lors la dernière séance, il faudrait dans un premier temps installer une mesure du débit en continu sur le Tabeillon puis redéfinir précisément le débit résiduel selon la législature fédérale. Celle-ci impose un débit résiduel suffisant pour qu'il n'y ait pas d'impacts marqués sur le cours d'eau. S'agissant du prélèvement dans le Tabeillon, la période et la quantité doivent encore être déterminées, tout comme les prélèvements sur le réseau d'eau communal.

Question n°6 :

MLA : Si le projet est bloqué en raison d'un manque d'eau, est-ce qu'un worst case est prévu ? Est-il imaginable d'amener de l'eau par camion-citerne ?

OZI : Un arrêt temporaire du projet en raison d'un manque d'eau n'est évidemment pas impossible. En cas de sécheresse extrême, les travaux pourraient être repoussés de quelques mois jusqu'à retrouver une situation normale. La stimulation principale du réservoir est prévue sans l'installation de forage, ce qui évite une pression économique forte (coût de report raisonnable). L'objectif est de réaliser le forage puis de démonter la machine. La stimulation hydraulique principale se fera alors de manière indépendante, sans la contrainte économique du temps de location de la foreuse. Dans le pire scénario, le projet pourrait être reporté de 3 à 4 mois.

Question n°7 :

AGI : Comme l'a suggéré CBA durant sa présentation, est-il possible d'inviter, d'ici quelques mois, un intervenant qui maîtrise les PGA et tout ce qui est lié à l'environnement communal ou encore au circuit d'eau, par exemple Valérie Soltermann ? Cela permettrait de vérifier la validité des chiffres.

PMA : Est favorable à cette suggestion. Ce point sera toutefois repris en fonction des discussions avec les autorités communales.

4. Présentation du budget de la CSI et discussion

Cf. présentation PowerPoint (annexée au présent procès-verbal).

PMA : Le budget présenté a été établi par le bureau de la CSI, en accord avec le canton et Geo-Energie, et, selon la convention qui lie ces deux entités. Tous les frais découlant de la CSI sont pris en charge par l'exploitant.

SRI : Le lieu de séance qu'occupe actuellement la CSI n'étant pas libre le 14 mars, SRI se coordonnera avec EDO pour trouver une salle de réunion.

PMA : Afin d'aborder toutes les thématiques importantes du projet avant la pause estivale, deux dates de séance sont proposées aux membres :

- **Mercredi 10 mai à 16h45**
- **Jeudi 29 juin à 16h45**

PAB : N'est pas disponible le 29 juin mais présent le 10 mai.

PMO : Idem que PAB.

NLU : N'est pas disponible le 29 et sa suppléante non plus.

PMA : Ces dates sont tout de même maintenues mais seront encore discutées.

Décision :

- **Les dates des prochaines séances de la CSI sont fixées au 14 mars et au 10 mai. En raison de plusieurs absences, la date du 29 juin sera rediscutée lors de la prochaine séance.**

5. Publicité des travaux de la CSI : site internet et concept de communication

PMA : Deux points sont à discuter, le premier concerne le site internet de la CSI qui sera présenté par SRI et le deuxième point concerne la demande de la RTS, reportée, de participer à une séance de la CSI, en l'occurrence celle du 14 mars prochain.

SRI : Afin d'alimenter le site internet de la CSI, les membres peuvent contacter le bureau de la CSI s'ils ont des suggestions d'illustrations, documents et/ou de photos.

Cf. présentation PowerPoint (annexée au présent procès-verbal).

Question n°1 :

MLA : Est-ce qu'il y aura une FAQ ?

SRI : Oui, elle sera directement accessible avant qu'un membre de la population puisse poser une question. La FAQ sera nourrie au fur et à mesure à partir des questions de la population.

Question n°2 :

MLA : Quand est prévu la mise en ligne du site ?

SRI : Le bureau met tout en œuvre pour le rendre opérationnel au plus vite. Toutefois, il doit d'abord être finalisé par Artionet puis alimenté en contenu. Il est probable que le site soit disponible ou, du moins, en bonne voie de l'être d'ici la prochaine séance de la CSI.

Question n°3 :

PAB : Est-ce que le site est conçu pour faire la promotion du projet ou mettre en valeur les différents éléments du projet avec, parfois, des éléments critiques ? Est-ce qu'une étude intéressante mais défavorable serait publiée par exemple ?

SRI : Le site a pour but de communiquer de manière générale sur le projet, que ce soit une communication favorable ou défavorable.

PBR : L'idée n'est en aucun cas de reprendre les arguments des promoteurs mais de montrer que la CSI débat et réalise ses travaux de manière aussi objective que possible tout en informant en parallèle la population jurassienne. Dans les deux cas de figure (étude favorable ou défavorable au projet), cette étude serait discutée en séance de commission.

PMA : La CSI a été créée pour suivre le projet, pour informer/discuter et non pas pour vendre le projet. Le site sera donc ouvert.

Question n°4 :

PMO : Les questions-réponses passent donc finalement d'abord par le bureau de la CSI puis sont ensuite réinscrites ou elles sont ouvertes et répondues au fur et à mesure ?

SRI : La personne qui souhaite poser une question aura le choix de l'adresser à une entité particulière (commune, bureau de la CSI, canton, promoteur, etc.). Le bureau recevra une notification lorsqu'une question aura été posée, pourra la lire, y répondre ou encore la transférer.

Question n°5 :

PMO : Cela signifie donc que la question sera posée via le site mais qu'elle ne sera pas visible tout de suite ?

SRI : Non. Elle sera inscrite sur le site lorsqu'une réponse aura été apportée.

PMA : En fonction de la nature des questions et du flux, le bureau de la CSI devra réfléchir à une manière d'y répondre. Un protocole sera établi.

PMO : Est confuse car lorsque l'on pose une question c'est généralement sous forme de chat. Dans le cas de figure présenté, le délai de réponse n'est pas connu.

PMA : L'idée est qu'il y ait une réponse automatique lors de l'envoi de la question indiquant que la requête sera traitée mais que la CSI peut mettre un certain temps à répondre. Ce point doit encore faire l'objet de discussion.

PMO : Les gens ne doivent pas avoir l'impression qu'on balaie sous le tapis.

SRI : Tout dépend du flux de questions, le bureau de la CSI ne pourra gérer qu'un certain nombre de messages sur une période de temps donnée. C'est pour cette raison qu'un message précisera le rôle de la CSI avant qu'une question ne puisse être posée. Aussi, si une question est adressée par exemple à Geo-Energie, la personne pourrait être redirigée vers leur page internet. Un message du président de la CSI en page d'accueil permettra également d'aiguiller les visiteurs du site.

6. Reprise de la suite de la thématique « risque sismique »

PMA : Par manque de temps lors de la précédente séance, cette thématique fait l'objet d'une reprise. Deux invités ont rejoint la CSI à ce stade pour le point 7, il s'agit de M. Manuel Lachat, Directeur de SiTadeL Sàrl, et M. Roland Paupe, Directeur de Metrix SA. Tous les deux sont remerciés de leur présence.

Cf. présentation PowerPoint (annexée au présent procès-verbal).

Question n°1 :

MAE : En référence à la slide 20, est-ce que les données relatives au gaz (y compris ceux soumis à l'OPAM) ont fait l'objet d'une étude ? Le WWF s'était penché sur la question des risques par rapport aux gazoducs qui traversent le canton et la conclusion était qu'un village entier pourrait être impacté.

CBA : Cette étude OPAM n'a pas été réalisée pour le risque sismique mais elle a toutefois été faite pour l'exploitation d'une centrale géothermique, non pas par rapport à ce qui se passe en sous-sol mais par rapport aux risques industriels.

Question n°2 :

AGI : Se demande s'il y a, et sinon, pourquoi il n'y a pas une évaluation des risques économiques liés aux industriels. Ce sujet n'a pas, voire très peu été abordé et il n'a pas souvenir d'avoir eu l'information d'un éventuel dédommagement des industriels qui pourraient être concernés. Leur activité est vitale pour les retombées fiscales de la commune. On peut donc s'interroger sur ce point, qui pourrait faire partie des risques si une entreprise ne peut plus travailler au micron à cause de séismes.

CBA : Si un séisme capable de faire des dommages importants qui mettrait en péril les activités des entreprises se produisait, on serait dans l'ordre de grandeur d'un séisme qui ferait plus de dommages que ce qui a été estimé probable pour le site de Glovelier. Le projet est pensé pour réduire les risques afin d'éviter qu'un séisme majeur ne se produise. Lorsqu'on parle en l'état que le pire scénario est de 40 millions francs de dommages, c'est notamment parce qu'il y aurait des fissures dans les crépis. Il est évident qu'une entreprise ne peut pas poser ses machines fonctionnant au micron sur des radiers de 3 cm ou encore sur des sols en bois. Ce sont des choses qui ont déjà été discutées avec certaines entreprises qui ont compris que leurs installations étaient compatibles avec le niveau de magnitude de séisme dont on parle dans ce projet. A la suite des discussions qui ont eu lieu au début du projet, des industriels qui étaient opposés au projet mais qui avaient participé aux échanges avaient estimé que le risque pour leur industrie était acceptable.

Question n°3 :

AGI : Se permet de rebondir sur les propos de MAE, en lien avec les flux de gaz ou de liquide par rapport finalement à un projet d'énergie verte planifié à environ 200 m du forage. Il y a du coup les mêmes discussions qui auront lieu avec le promoteur par rapport à ce composant extrêmement explosif, également dans son état liquide. Ces questions-là vont également être réanalysées ?

CBA : Il y aura encore énormément de travaux et de réflexions avant la stimulation hydraulique, notamment tout le passage en revue des risques industriels. Il est évident que la production d'hydrogène chez Corbat comme tout ce qui est dans le périmètre d'incidence va être réanalysé, affiné puis réévalué. Il y aura un suivi continu des conditions de réalisation de la centrale géothermique.

7. Première information sur la thématique « établissement des preuves et assurances » et discussion

Cf. présentation PowerPoint (annexée au présent procès-verbal).

Question n°1 :

PAB : Combien de bâtiments sont concernés dans ce périmètre de 2,5 km et quel est le temps estimé pour la réalisation d'un seul constat de fissures ?

MLAC : 2'000 parcelles sont concernées, soit 2'700 bâtiments (garages et annexes y compris). Les ressources nécessaires seront mises en œuvre. Par ailleurs, d'autres bureaux, hormis SiTadeL Sàrl et Metrix SA, se sont déjà annoncés pour réaliser ce travail. Selon le nombre de fissures et le volume de dommage constatés sur le bâtiment, la réalisation d'un seul constat est estimée de 1h à 2h. Ces constats seront réalisés sur une période d'environ 6 mois, voire un peu plus. Après réception des réponses, les relevés débiteront à Berlincourt, Bassecourt et Glovelier.

RPA : L'industrialisation de l'acquisition de ces données a été réfléchi. L'opérateur décrit les fissures, prend une photo puis alimente une base de données.

Question n°2 :

DJE : Quelle est l'estimation du nombre de propriétaires souhaitant faire appel à cette expertise ?

MLAC : A lu le compte-rendu du Conseil général de Haute-Sorne dans les journaux qui indiquait que la commune de Boécourt a déjà écrit aux propriétaires.

PMO : La commune a simplement envoyé un tout-ménage mentionnant que les habitants ont la possibilité de demander un constat et que le Conseil communal de Boécourt les tiendra informés des prochaines démarches.

RPA : Il est important d'indiquer à vos concitoyens que c'est un contrôle extérieur de la structure de leur bâtiment qui sera opéré à l'œil nu, sans échafaudage. C'est pour cette raison que la convention est attendue car il n'y aura pas de rendez-vous convenu à l'avance. L'équipe sera présente dans la rue puis fera le tour de tous les bâtiments. Si une fissure est déjà constatée, une photo générale de la façade sera prise mais il ne s'agira pas d'un relevé détaillé au-delà d'une certaine hauteur.

Question n°3 :

VSE : Est-ce que le propriétaire aura connaissance des relevés ?

RPA : Comme il sera probablement indiqué dans la convention, l'idée est de récolter les adresses courriels pour ainsi leur transmettre le PDF. Au contraire d'une impression papier, le PDF est d'une bonne qualité et permet de zoomer. Il faut expliquer que c'est dans l'intérêt des propriétaires de faire ce constat.

Question n°4 :

MKU : Est-il possible de constater l'étanchéité d'une fosse à lisier ?

OZI : Comme tout dommage signalé après un séisme par exemple, un expert se rendra sur place et constatera si la fuite de lisier provient du séisme ou si cela est antérieur.

RPA : Tout ce qui est enterré est généralement beaucoup moins soumis au tremblement de terre. En effet, l'onde de choc arrive dans le sol, se propage dans les étages mais se sont principalement des bâtiments très hauts qui subissent des dommages.

OZI : Lors de séismes naturels, les infrastructures souterraines ne sont généralement pas touchées (par exemple les conduites de gaz). Un séisme majeur devrait se produire pour détruire des conduites d'eau et de gaz.

Question n°5 :

GST : En référence au PDF qui sera envoyé au propriétaire, les personnes âgées n'ayant pas accès à une messagerie électronique ne doivent pas être oubliées. Est-ce que le personnel devra suivre des formations spécifiques ?

MLAC : Le personnel effectif est formé pour ce genre d'opération. Vu que plusieurs bureaux seront amenés à réaliser ces constats, des journées seront organisées pour coordonner et homogénéiser ces rapports.

Question n°6 :

PMO : Faut-il attendre que les travaux sur un bâtiment soient terminés avant de demander la réalisation d'un constat ?

RPA : Il est possible d'imaginer que les nouveaux bâtiments fassent l'objet d'un contrôle.

SRI : Dans le cas d'une nouvelle construction, aucune fissure ne devrait être décelée.

PMO : Il ne s'agit pas que de nouvelles constructions mais de travaux de réfection/rénovation.

RPA : Il y en aura forcément entre le moment où le relevé est effectué et le moment où les données seront exploitées. En revanche, certaines façades n'auront peut-être pas été refaites.

MLAC : Il y a un constat à l'instant T. On ne peut pas dire que le forage va débuter lundi prochain et un jour avant on procède au contrôle de tous ses objets.

MLAC : Ce sont des cas particuliers. Il n'y aura pas 50% de bâtiments qui seront concernés par ce cas de figure.

Informations :

PBR : En ce qui concerne la résolution, la demande du Conseil général est finalement déjà prévue. La question est de déterminer si la commune souhaite divulguer cette information de manière indépendante. Il est possible d'imaginer, au moyen du courrier envoyé par la RCJU, que les communes puissent intégrer une information ciblée. D'autre part, si quelque chose ne se passe pas comme on le souhaite et que le propriétaire n'avait, autrefois, pas réalisé un protocole de fissures, un dédommagement est possible aussi bien pour les bâtiments se trouvant dans le périmètre que ceux se situant en dehors. La procédure se fera par analogie et sera juste un peu plus compliquée.

RPA : Si les propriétaires refusent l'élaboration d'un protocole, il est important de communiquer que cela ne les empêche pas de réclamer un dédommagement ultérieur en cas de tremblement de terre avéré.

OZI : Au vu du nombre de bâtiments qui auront été analysés, une base de référence unique et solide sera créée. Grâce à cette dernière, il sera possible de se faire rapidement une idée en cas de suspicion de tremblement de terre.

MAE : A-t-on alors nécessairement besoin de tout analyser ? N'est-il pas possible d'échantillonner ou trouver un mode représentatif en analysant par exemple une maison sur quatre dans un quartier et y aller ensuite par analogie selon l'intensité des dégâts ?

OZI : Le fait de travailler avec des échantillons représentatifs était prévu à l'origine. Le concept d'aujourd'hui est né d'une volonté de la population et cela avait, d'autant plus, été discuté avec le canton lorsque le projet a été relancé. Cela permet de donner plus de garantie, de sécurité, de confiance et de tranquillité au sein de la population indépendamment de la question de savoir si c'est 100% rationnel ou pas de le faire.

MAE : Ces constats devraient donc être réalisés sur tous les bâtiments et ceux qui refusent de les faire voient leur indemnisation se compliquer.

OZI : Ce n'est pas possible d'un point de vue de responsabilité civile car tout se fera de la même manière pour tout le monde. Il n'est pas possible d'exclure ou de pénaliser un propriétaire qui ne souhaitait pas réaliser cette démarche. Faire un constat sur tous les bâtiments sans rien demander au préalable avait été discuté.

MAE : Dans ce cas, pourquoi les gens doivent s'annoncer ?

OZI : C'est très délicat de se rendre dans une propriété privée sans consentement pour prendre des photos.

CBA : Ce serait dommage de faire quatre fois plus de constats que ce qui est nécessaire. Finalement si on compte 2h par bâtiment et qu'on prend en compte 2'500 bâtiments, ça fait 5'000 heures de travail. C'est un chiffre élevé mais, lors de l'estimation, le canton avait indiqué 5x ce montant. Finalement, sur un projet d'une centaine de millions de francs, ça reste raisonnable.

RPA : Les notaires peuvent être amenés à faire ces constats mais dans ce cas le prix est 3-4 fois supérieur.

PBR : Dans le cadre des négociations menées l'année passée avec Geo-Energie, le canton a voulu aller dans le sens d'une motion demandant de réaliser un constat exhaustif des bâtiments, qui avait été acceptée en 2019. L'exploitant a accepté cette manière de faire.

MLA : Selon la carte à la slide 25, le village de Bassecourt est-il entièrement englobé ?

OZI : Oui. Avec ce périmètre de 2,5 km, nous avons presque tout hormis quelques maisons qui se trouvaient en dehors de ce dernier. Il a alors été décidé de les inclure.

PMA : Vu qu'il n'y a plus de questions, il est rappelé que, lors de la séance du 14 mars, plus de précisions seront données sur ce sujet, notamment sur la procédure et son calendrier (dates auxquelles seront envoyées les courriers). Deux questions sont posées aux membres en terme de communication :

- 1) Lors de la préparation de cette séance, le bureau de la CSI a jugé bon, à l'issue de cette séance, de publier un communiqué de presse mentionnant que la commission a traité ce sujet et d'en profiter pour donner quelques informations sur le calendrier. Toujours dans l'ordre d'idée d'informer la population et notamment concernant ce protocole de fissures qui suscite des craintes. Tout le monde étant favorable, le communiqué de presse sera finalisé, soumis aux communes concernées pour validation puis publié dans les jours suivant cette séance.
- 2) Lors de la réunion de décembre, il avait été discuté de la participation de la RTS à une partie de la séance de février pour réaliser un reportage sur la géothermie en général. L'émission porterait sur le travail de la commission, avec une interview du Ministre de l'environnement, une avec une personne du milieu des opposants. Cette demande n'ayant pas abouti pour cause de maladie du collaborateur de la RTS, un contact sera pris à l'issue de cette séance, avec l'accord de tous les membres de la CSI. La RTS pourrait participer à la partie de la séance lors de laquelle la thématique « établissement des preuves et protocole de fissures » serait abordée.

Décisions :

- **En collaboration avec les communes concernées, le communiqué de presse proposé par le bureau de la CSI sera finalisé et publié après cette séance.**
- **Un nouveau contact sera pris avec la RTS pour lui permettre de réaliser son reportage sur la géothermie.**

8. Aménagement du site de forage et forage d'exploration

OZI : Afin que personne ne soit surpris, OZI souhaite transmettre quelques brèves informations. Les travaux de construction de la place de forage vont débuter dans les prochains jours. Il est prévu de procéder à une coupe d'arbres et buissons appartenant à l'ancienne pépinière Guédât (travaux à réaliser avant mars pour une question environnementale). Ces travaux seront effectués cette semaine et, si la météo le permet, une cartographie des sols aura lieu la semaine prochaine par des ingénieurs spécialisés en pédologie. Durant la dernière semaine de février, en collaboration avec l'université de Genève, il est prévu de faire des mesures géophysiques sur le site en testant un système de monitoring de la sismicité. La sismicité se mesure avec un sismomètre – appareil installé à un endroit avec lequel on va essayer de tester l'efficacité d'un réseau de petits capteurs qui sont principalement utilisés en géophysiques d'exploration - plus simples - plus légers et moins sensibles. Il s'agira de comparer leur niveau de performance lorsqu'ils sont en groupe (env. 50) contrairement à un sismomètre professionnel de sismologue. Les signaux passifs sont enregistrés pendant deux jours mais ils sont aussi calibrés avec des signaux actifs. Si les résultats sont concluants, ce matériel pourrait alors être installé de manière additionnelle au réseau de surveillance sismique prévu. Geo-Energie souhaiterait mener un second test sur un autre site. Pour ce faire, des contacts ont déjà été pris avec la commune de Boécourt. Quant aux travaux de construction de la place de forage, ils ne débuteront pas avant l'été 2023.

Question n°1 :

VSE : La planification étant manquante, ne serait-il pas possible de réaliser un planning sur environ une année ? Cela permettrait d'avoir une vision de ce qui est à venir.

OZI : Un programme de travail prévisionnel accompagnait la convention de juin (annexe b). Le déroulé reste le même mais certaines dates ne sont en effet plus à jour. Il sera mis à jour pour la prochaine séance mais ça restera toutefois une prévision.

CWE : Il faudra également penser à le publier sur le site internet. De cette manière, la population est aussi informée.

OZI : Le site internet pourrait effectivement mentionner où on se situe dans le déroulé du projet et ce qui est à venir.

Ce point sera repris à la prochaine séance.

9. Divers

PMA informe que la prochaine séance est agendée au 14 mars et ce, malgré la visite à Vinzel le 11 mars. L'ordre du jour, accompagné de ses annexes, seront communiqués aux membres en temps voulu. Les points 7 et 8 seront repris à la prochaine séance.

PMA remercie toutes les personnes présentes et la séance est levée à 19h30.

T. Quenet, le 1^{er} mars 2023

Annexes au PV :

- Procès-verbal définitif de la séance du 19 décembre 2022 (approuvé en séance du 6 février 2023)
- Présentation PowerPoint de la séance du 6 février 2023 (RCJU, GES, SiTadeL Sàrl et Metrix SA)
- Liste des membres de la CSI (mis à jour en janvier 2023)